La lettre de Migrations & Développement
[Mars2008]

[Editorial]

Dans ce numéro de la « lettre », nous donnons la parole à quelques-uns des migrants qui, depuis leur arrivée en France, ont cherché à construire leur vie sociale et familiale au Nord, tout en assurant un soutien à ceux qui sont restés au pays, au Sud. Ils ont ainsi mené une vie à deux versants, tout à la fois déchirés par l'exil et enrichis par l'ouverture d'une vie menée ailleurs. Leur monde s'est ouvert sur une vaste géographie : Maroc, France, Italie, Canada, mais aussi Espagne, Pays Bas, États-unis et, plus rarement, pays du Golfe... Entre ces pays, les relations familiales tissent des trames complexes, composent un paysage ouvert sur le côté oublié de la mondialisation, celui des hommes qui migrent.

Certes, ils ont eu à prendre des décisions difficiles : travailler un temps au Nord avant de retourner au village ou construire toute leur vie ici ? Faire élever leurs enfants au loin par la famille ou bien les avoir avec eux ? Et les réponses ont été diverses : diverses au sein d'une même famille avec un fils au Maroc et un autre en Italie, diverses entre les familles, celles qui ont fait le choix de revenir rapidement au pays et celles qui ont laissé la vie modifier leurs choix pour s'établir finalement au Nord ! Et que dire de la retraite où elles mèneront une vie pendulaire, entre un ici et un là-bas… avant d'aller reposer définitivement là-bas !

Ils ont soutenu leur famille restée au village mais ils se sont aussi engagés dans des projets collectifs : électrification villageoise, école, santé, routes... parce qu'à chaque été, lors des retours en famille pour les vacances, on se souvient que les conditions de vie sont dures, que la sécheresse frappe la région depuis près de 40 ans... C'est pour mener à bien ces réalisations qu'un certain nombre d'entre eux ont créé, il y a plus de vingt ans, l'association « Migrations & Développement » avec qui ils entretiennent depuis des relations plus ou moins étroites.

Le rapport au village n'en reste pas moins complexe : les déchirures du départ laissent des traces et les migrations bouleversent les hiérarchies sociales - qui est parti pauvre revient parfois plus riche que les plus riches du village. On veut aider au développement mais avec plus ou moins de discrétion ou d'ostentation. Quant aux femmes, elles ont aussi leur mot à dire sur le mariage, l'éducation, les rapports au politique. La modernité s'insinue ainsi dans les villages et pas seulement par les transferts que les migrants envoient au pays car ils « n'envoient pas que de l'argent » mais ils transmettent des idées, des comportements, des modèles nouveaux entre hommes et femmes... Et la modernité provoque, comme partout ailleurs, des résistances.

Quant aux jeunes de France, issus des migrations, ils arrivent depuis quelques années dans ce paysage, ils bouleversent les relations avec le pays d'origine et sont à la recherche eux aussi de nouvelles formes de solidarité.

Jacques Ould Aoudia,
président de M&D

كلمة العدد

في هذا العدد من "المجلة"، نعطي الكلمة لبعض المهاجرين الذين حاولوا، منذ وصولهم إلى فرنسا، تأسيس حياتهم الاجتماعية والعائلية بالشمال، مع ضمان دعم للذين بقوا في البلد، بالجنوب. وهكذا عاشوا حياة بواجهتين، كل شيء في نفس الوقت معاناة المنفى وغنى الانفتاح لحياة تعاش خارجا. ينفتح عالمهم على جغرافية واسعة: المغرب، فرنسا، إيطاليا، كندا ولكن كذلك اسبانيا، البلاد المنخفضة، الولايات المتحدة وبشكل أقلة دول الخليج...

بين هده الدول، تنسج العلاقات العائلية تراكيب معقدة وتصنع مشهدا مفتوحا على الجانب المنسي من العولمة، ألا وهو الإنسان المهاجر.
بكل تأكيد، كان عليهم اتخاذ قرارات صعبة: العمل لبعض الوقت بالشمال قبل العودة إلى الدوار أو بناء كل حياتهم هنا؟ أن يربوا أبنائهم من قبل العائلة لكن بعيدا عنهم أم جلب الأبناء ليكونوا معهم؟ وكانت الأجوبة جد مختلفة: مختلفة من داخل نفس العائلة بابن بالمغرب وآخر بإيطاليا، مختلفة بين العائلات التي فضلت العودة سريعا للبلد وتلك التي تركت الحياة توجه اختيارها لتستقر في النهاية بالشمال !

وماذا يمكن أن يقال عن التقاعد حيث يعيش المهاجرون حياة موزعة بين "الهنا" و بين "الهناك"...قبل أن يذهبوا ليرتاحوا نهائيا هناك !
لقد ساندوا عائلاتهم التي بقيت بالدوار وانخرطوا كذلك في دعم مشاريع جماعية: كهربة قروية، تربية، صحة، طرق...لأن كل صيف، وقت الرجوع بالعائلات للعطلة، يتذكرون أن شروط العيش جد صعبة وأن الجفاف قد ضرب المنطقة منذ ما يفوق أربعين سنة.. ومن أجل إنجاح هذه الإنجازات خلق بعض هؤلاء المهاجرين، منذ ما يفوق العشرون سنة، جمعية "الهجرة والتنمية" التي يربطون معها، منذ ذلك الحين، علاقات وثيقة.

ومع ذلك، تبقى العلاقة مع الدوار معقدة: فتمزق البداية تركت بصماته والهجرات زعزعت التراتبيات الاجتماعية: من ذهب فقيرا يعود في بعض الأحيان أغنى من أغنياء الدوار. هناك من يريد المساعدة في التنمية إما بطريقة مستترة أو بطريقة إشهارية. للنساء كذلك كلمتهم فيما يتعلق بالزواج، التربية و العلاقة مع السياسة. الحداثة تتسل إلى الدواوير وليس فقط عن طريق الإرساليات التي يبعثها المهاجرون للبلد، لأنهم لايبعثون سوى المال، بل وكذلك يمررون أفكارا وسلوكات ونماذج جديدة للعلاقة بين المرأة والرجل.... والحداثة تثير المقاومات كما في مناطق أخرى.

في حين أن الشباب في فرنسا، المنحدر من الهجرة، فهم يصلون إلى هذا المشهد ويربكون العلاقات مع البلد الأصل ويبحثون هم كذلك عن طرق جديدة للتضامن.

جاك ولد آوديا
رئيس الهجرة و التنمية

[Codéveloppement]

Le codéveloppement peut être défini comme l'engagement de migrants dans des actions de soutien au développement de leur région d'origine ; celles-ci empruntent de multiples formes qui dépendent des histoires des régions d'origine, de celles des migrations, des conditions d'intégration dans les pays d'accueil, etc.

Au-delà des actions classiques de solidarité familiale et d'investissement individuel du migrant dans des activités économiques, le codéveloppement concerne pour une large part les transferts de fonds vers des projets collectifs, le plus souvent portés par des associations de migrants présentes dans le pays d'accueil. Ces projets portent sur le financement d'infrastructures et sur le soutien à des activités économiques ou de recherche. Aux côtés de l'aide publique au développement menée par les États et les organisations internationales, il existe un champ encore peu investi par les politiques d'aide qui concerne le développement local à dimension participative, prenant appui sur les logiques territoriales. C'est sur ce terrain que se situe pour l'essentiel le codéveloppement.

S'il est bien positionné aux côtés des autres politiques d'aide, le codéveloppement permet d'élargir l'éventail des outils de la solidarité internationale et de cibler, par nature, les actions sur les zones de fortes migrations. Il a, au Nord, une autre caractéristique : mis en œuvre par les populations de migrants, il joue un rôle d'intégration dans le pays d'accueil par la reconnaissance aux populations immigrées de leur prise de responsabilité dans le développement de leur région d'origine. Souvent, ces démarches rencontrent les actions de solidarité internationale : ceci est particulièrement vrai pour les jeunes issus des migrations, aux côtés des jeunes nationaux, qui cherchent actuellement de nouvelles formes de solidarité internationale vers les pays du Sud.

Outre les associations de migrants et de nationaux, le codéveloppement mobilise un nombre élevé d'acteurs de la coopération décentralisée : collectivités locales, établissements universitaires, personnels hospitaliers… Il procède ainsi du rapprochement des sociétés du Nord et du Sud au travers d'opérations concrètes, mobilisant des couches de population plus larges que les actions d'aide au développement engagées à l'échelle nationale. Par exemples : la ville de Montreuil vers la région de Kayes au Mali, la département de Seine-Saint-Denis vers la région de Figuig au Maroc, la Communauté urbaine de Lyon vers la région de Taroudannt au Maroc.

Migrations & Développement : un exemple de codéveloppement.

M&D a été créée en 1986 par des migrants qui ont investi pour le développement de leur région d'origine (Anti et Haut-Atlas). Cette zone de montagne, affectée par la sécheresse depuis le début des années 1970, provoque un fort exode rural vers les villes du Maroc et vers l'Europe. M&D a commencé par collecter des fonds auprès d'immigrés en France pour les investir d'abord dans les infrastructures villageoises (électrification et petite hydraulique), puis dans la santé, l'éducation et la formation des adultes, avant de compléter son approche intégrée par le soutien aux activités économiques : productions agricoles locales à haute valeur ajoutée comme le safran ou l'huile d'argan et le tourisme rural avec un programme d'investissement des migrants dans des gîtes ruraux.

M&D a fondé sa démarche sur trois principes :

1. Une démarche participative : les villageois et les migrants, constitués en association villageoise, définissent les priorités et financent une part des réalisations. M&D sert de coordinateur avec les autres partenaires (administrations locales, bailleurs nationaux et internationaux), de médiateur social et transfère les compétences nécessaires.

2. Un principe de solidarité : tous les services sont payants (électricité, eau, irrigation). Mais l'accès de tous les villageois aux services communs est assuré, y compris pour les personnes non solvables, par des systèmes d'entraide formels au niveau villageois.

3. Un partenariat avec les autorités locales : toutes les actions sont menées en partenariat avec les autorités locales, administrations et élus.

M&D met la formation, l'apprentissage formel et informel, à tous les niveaux de sa démarche. Une attention particulière est portée au rôle des femmes dans le développement villageois ainsi qu'au développement durable : préservation des ressources, notamment de l'eau. Depuis deux ans, nous assistons sur le terrain à un retour de jeunes diplômés qui travaillent au développement de leur village, deviennent président des associations villageoises et donc des interlocuteurs pour les projets de développement. A ce stade, nous ne savons pas encore si ce mouvement de retour est durable et significatif, mais nous l'observons avec la plus grande attention.

Autour de son projet, M&D a progressivement agrégé de l'expertise et des financements externes au Nord comme au Sud : Ministère français des Affaires étrangères, Agence français de développement, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations, Union Européenne, fondations privées et collectivités locales, institutions publiques locales et nationales marocaines (opérateurs publics pour l'électricité et l'adduction d'eau potable). Par ailleurs, M&D agit comme conseil auprès des autorités marocaines à l'échelle nationale en matière de politiques sociales dans le monde rural, ainsi qu'auprès des autorités en charge des Marocains résidents à l'étranger.

Le codéveloppement n'est pas l'unique réponse à tous les enjeux des migrations internationales et du développement. Notre expérience nous permet d'affirmer en revanche qu'une partie de ces enjeux peut trouver une solution dans une politique de développement axée sur les hommes et leur territoire, combinant migrants et populations locales, visant à rendre ces dernières confiantes dans leurs capacités et dans leur pays et à augmenter « l'attractivité de leur territoire ».

Jacques Ould Aoudia,
président de M&D

[1er Festival du Safran de Taliouine]

Dans le cadre du travail mené par « Migrations & Développement » avec les agriculteurs producteurs s'est tenu, les 10-11-12 novembre 200, le 1er Festival du Safran de Taliouine. Le but de cette manifestation était de faire connaître et de valoriser la production de safran marocain, dont l'essentiel est produit dans la région de Taliouine, au cœur de l'Anti-Atlas. Cette épice, une des meilleurs du monde, est fruit du climat, de l'altitude et surtout du savoir-faire accumulé depuis des centaines d'années par les villageois de la région, de génération en génération.

L'objectif de ces réunions était de renforcer l'organisation des producteurs de safran, pour élever la quantité et la qualité de leur offre et les faire accéder à de meilleurs prix aux marchés national et mondial. Les organisations de Commerce équitable présentes au Festival ont noué à cette occasion des relations étroites pour soutenir cette démarche.

Des visites des safranières ont été organisées au petit matin et ont permis aux participants de prendre la mesure du travail nécessaire pour produire chaque gramme de safran. Avec des cuisinières de la région de Marrakech et de Taliouine, les Chefs Denis Dujour et Alain Alexanian ont préparé des plats à déguster à partir des produits locaux… et du safran. Parallèlement, les différentes richesses de la région étaient présentées dans des stands par les coopératives : outre le safran, bien sûr, l'huile d'argan, et autres productions agricoles de la région : ail, dattes, huile d'olive... et les productions artisanales comme les tapis.

M&D continuera de s'investir dans la reconduction de ce Festival chaque année, et à articuler la valorisation de cette richesse agricole avec le soutien au tourisme rural, autre ressource de la région, qui commence à s'organiser avec la création d'une vingtaine d'auberges villageoises créées par des migrants de la région.

Le festival du safran s'est tenu Sous le patronage du Ministère marocain de l'agriculture et avec l'appui des autorités locales (Région du Souss-Massa-Draa, Province de Taroudant) Cette manifestation a reçu de nombreux soutiens, notamment celui de chercheurs, journalistes, partenaires institutionnels, chefs cuisiniers venus de Paris et de Lyon pour donner au festival sa dimension gastronomique. A l'occasion de sa visite, le Ministre de l'Agriculture a annoncé la création d'un Institut du Safran à Taliouine, destiné à soutenir la production de cette précieuse épice. Cette première édition du Festival a été également l'occasion de lancer la « Maison du Développement » de Taliouine, point focal des Associations villageoises, des coopératives, et des principales initiatives de développement de la région (adduction d'eau, assainissement, irrigation, productions agricoles, tourisme rural…). C'est dans ce lieu que se sont tenues des réunions de travail du Festival regroupant autour des producteurs de safran organisés en coopérative, des chercheurs (de l'Institut national de recherche agronomique d'Agadir), des journalistes des médias marocains et français, des représentants de la FAO, des acteurs du Commerce équitable (CTM Altro Mercato, Slow Food, Artisans du Monde), l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole (ORMVA), des représentants de l'Agence du Développement Social (ADS), de l'Ambassade de France à Rabat, une élue de la Ville de Lyon, des responsables du Comité d'Entreprise d'EDF de Nîmes, de la coopération Allemande…. Enfin, le festival a permis à la coopérative de safran multiservice de Tassousfi de contracter pour la première fois la centrale d'achat de commerce équitable italienne CTM- Atermercato.

[MD membre actif du Programme concerté marocain]

Ce programme, lancé il y a six ans, réunit aujourd'hui une centaine d'ONGs marocaines et françaises et pouvoirs publics des deux pays. Il a comme objectif de renforcer le rôle de la jeunesse marocaine dans la société de son pays. M&D a été membre du comité de pilotage dans sa phase de lancement et demeure un de ses piliers actifs mettant au service d'autres associations locales son expérience transnationale bien ancrée dans les deux pays depuis 20 ans.

M&dD conduit actuellement un des projets du PCM dans le cadre de sa stratégie de développement local concerté et intégrateur avec, comme moteur, les migrants et les experts qu'ils mobilisent et, en point d'appui, les associations villageoises, les coopératives et les communes rurales. Au cours des trois prochaines années, l'association vise essentiellement à professionnaliser des jeunes dans le métier du tourisme rural (gérants d'auberges, cuisinières et guides) et dans les métiers du tapis, à former des jeunes dirigeants de coopératives, à développer deux pépinières de micro entreprises pour jeunes artisans à Tiznit et Taliouine et à renforcer la fédération des associations de Tazeroualt. Avec ce partenaire local, M&D entend aussi élargir son action, hors de son berceau de Taroudant, et renforcer les capacités professionnelles et associatives des jeunes ruraux à mettre en place un développement local durable et solidaire dans la région Souss Massa Drâa et à terme dans celles d'Ouarzazate et de Tata. Sa cible est de toucher environ 600 jeunes, 80 associations villageoises, soit environ 2500 personnes dans les 4 provinces.

Dans les mois à venir, Abderrazak EL HAJRI, délégué M&D Maroc et responsable du projet, lancera avec son partenaire une étude-action avec la municipalité de Tiznit pour la promotion d'un tourisme solidaire et équitable dans la ville et son arrière pays. Un voyage d'étude des jeunes de l'association Tazeroualt permettra de s'approprier des expériences pilotes de la promotion de la culture des Plantes Aromatiques et Médicinales (PAM) et leur potentiel de développement dans la zone d'Essaouira. Enfin, un Forum de l'économie sociale et solidaire devrait se tenir en février 2008 à Tiznit regroupant les élus locaux, les associations de développement local, les coopératives d'artisanat et de produits de terroir et les services décentralisés.

Pour de plus amples renseignements,
consulter www.pcm.ma et www.migdev.org
Denis Jacquot

[Paroles de Migrants]

Si on a la route, ça ira …

***Abdallah Bahamou** m'a offert un café au Caïman, établissement basé sur la place de Gennevilliers, près de la gare où stationnent les cars qui font le transit vers le Maroc.*

Pendant plus de dix ans, de 1989 jusqu'à 2000, j'ai fait la ligne comme chauffeur de car : Paris, Tanger, Tétouan, Casa, Rabat, Marrakech, Agadir, un aller-retour par semaine. Les cars bourrés de bagages dans les soutes et sur le toit, emmènent des retraités et des gens qui ont des vacances. Depuis 2000, je suis associé dans une agence de transit de marchandises international située à Gennevilliers. On utilise des transporteurs marocains, car les salaires et les charges sont moins chers. J'ai un fils en Italie qui travaille dans une usine de machines à laver et un autre qui s'occupe de locations de voitures à Agadir. Moi, je travaille pour ma retraite, après je repartirai là-bas.

Là-bas c'est Tagmount. C'est difficile de gagner sa vie au village. Même si on travaille toute la journée, on ne peut pas nourrir sa famille. Le safran, ça permet de vivre un mois mais pas une année ; l'huile, les olives, les amendes, cela ne suffit pas. On ne s'en sort que s'il y a quelqu'un dans la famille qui a un commerce à Agadir ou à Casa ou fait un peu de transport. Cependant, grâce à l'Association Villageoise qui est solidaire et marche bien, les projets autour de l'eau et de l'assainissement fonctionnent. L'AV est sous la conduite d'un bon président, plus cultivé que moi, qui sait parler à chacun. Ainsi, depuis vingt ans, le village a changé. Avant, les femmes devaient aller chercher de l'eau à la source à trois kilomètres, maintenant, elle arrive dans les maisons ; avec l'électricité, il y aura peut être de nouveaux métiers, comme la soudure. Le point noir, c'est l'absence de route : de Tagmout à Taliouine, il y a près de quarante kilomètres dont la moitié de piste, cela fait plus d'une heure de trajet, il faudrait une route et puis un petit hôpital pour soigner les malades et aider les femmes à accoucher.

Un jour, Jamal a réuni des investisseurs et il nous a encouragés à construire une auberge. J'ai pu faire cet investissement parce que mon père et ma famille sont sur place ; sans eux, je n'aurai rien pu faire. Un projet, c'est comme un bébé, il se met debout, il tombe et puis il se remet debout ; il faut donc y aller doucement, si il ne marche pas au début, un jour il va marcher. L'auberge est bien placée, un peu en dehors du village. Pour le moment c'est difficile car il n'y a pas assez de monde et même sans client, il y a des frais d'eau, d'électricité, de salaire pour la personne qui accueille. J'ai l'ambition de faire un potager : c'est très important que les gens puissent manger un bon tajine avec des pommes de terre et des carottes ; ils pourront vérifier qu'il n'y a pas de produits chimiques dans la terre et que les poulets qui courent dans la cour sont nourris comme il faut. Si cela marche bien, inch'Allah, je voudrai acheter un congélateur et puis monter un deuxième étage : comme cela, les touristes auront une vue magnifique sur la vallée. Ils pourront aller visiter le village, avec un petit guide qui répondra à leurs questions ; on pourra même leur prêter des vélos pour se balader. Tout seul, on ne peut pas réussir. Il faut qu'avec d'autres aubergistes, on se sente solidaires. On doit imaginer des circuits qui permettent aux touristes d'aller d'une auberge à une autre.

*Propos recueillis par **Yves Bourron***

Un regain d'intérêt pour le village…

***Malika FASFATE**, mariée et mère de deux enfants secrétaire est au centre social de la Castellane à Marseille.*

Je ne sais même plus comment nous sommes arrivés en France ; je crois que c'était en voiture car nous avons traversé la mer ; j'avais cinq ans et je n'ai pas ressenti de bouleversement. Ce fut surtout pour mes parents que ça a été dur, moi je n'ai rencontré aucune difficulté d'adaptation, c'était comme une suite logique dans mon existence.

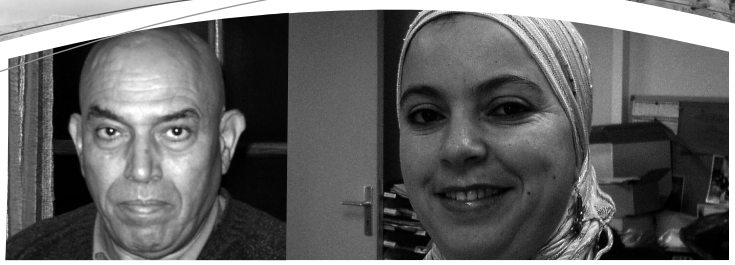
Le développement est quelque chose de primordial pour les villages ; je pense surtout à l'accès à l'électricité et à l'eau. Je me souviens de l'époque où nous nous éclairions à la bougie et où on allait chercher l'eau à la source. Les adductions d'eau permettent de libérer le temps passé à des corvées quotidiennes pour d'autres activités Le progrès est une très bonne chose pour les villageois et aussi pour les migrants qui ont pris l'habitude de vivre dans le confort. Mais l'évolution ne repose pas seulement sur les infrastructures. Pour revenir au village ou s'y installer, il faut avoir un pied à terre à soi car les maisons d'origine deviennent vite trop petites ; la construction de nouvelles grandes maisons familiales permet d'entretenir les liens avec les proches restés au village. Une fois, je suis retournée à Lmdint après 5 ans d'absence et là, j'ai eu le sentiment qu'un « boum immobilier » avait frappé le village : de nouvelles maisons se dressaient partout ; certaines ressemblaient même à des palais ! Il reste à faire quelque chose pour la route et pour construire un dispensaire. Grâce au progrès, il y a un regain d'intérêt de la part des migrants pour leur village. C'est bien aussi pour leurs enfants : c'est quand on est petit que le lien avec la maison se tisse et c'est important que les immigrés amènent leurs enfants pendant les vacances, pour que ceux-ci aient un minimum d'attachement avec le village.

S'il faut respecter les cultures et les pratiques locales, les mentalités n'évoluent pas du jour au lendemain et c'est vraiment dommage que le foyer féminin ait été arrêté. Je ne connais pas très bien les jeunes car nos relations se limitent à échanger des : « bonjour, ça va ? » et je ne voudrais pas être pessimiste mais il me semble que les garçons et les filles n'ont pas beaucoup de perspectives au village, pas d'avenir ! Et c'est pire encore pour les filles qui se marient beaucoup plus jeunes à 16 ou 18 ans en moyenne. J'ai tout de même remarqué qu'elles sont de plus en plus libérées dans leurs relations avec les garçons ; elles sont moins timides et parlent plus facilement avec les garçons de leur âge ; elles peuvent de plus en plus donner leur avis en ce qui concerne leur mariage et leurs parents respectent leur choix. D'ailleurs, maintenant, l'imam demande leur consentement le jour même du mariage, ce qui n'était pas le cas avant ! Autrement, je ne sais pas si les jeunes ont beaucoup l'occasion d'exprimer leurs attentes ; il faudrait mieux prendre en compte ce qu'ils veulent.

L'avenir de mes enfants sera certainement très difficile ; les études (au moins jusqu'au bac) sont le principal moyen pour s'en sortir, même si beaucoup de personnes qualifiées ne trouvent actuellement pas d'emploi en France. Mais faut-il faire obligatoirement de longues études pour faire ce que l'on aime ? Je crois que c'est vraiment important de pouvoir choisir son métier ; je laisserai mes enfants faire leurs propres choix pour respecter leur équilibre personnel, les aider à trouver leur voie. Mais je serai plus vigilante avec ma fille qu'avec mon fils. A mon époque, les parents ne laissaient pas leurs filles faire des études, l'essentiel pour eux étant qu'elles trouvent un mari…mais si le couple divorce, si le mari décède ou s'il arrive quoi que ce soit, comment une femme peut-elle s'en sortir ? Elle doit pouvoir gagner sa vie pour ne pas se trouver en difficulté en cas de séparation ou de mort de son conjoint.

Dans 15 ans, Lmdint sera comme aujourd'hui avec certainement plus de confort. A la vitesse à laquelle le village évolue, il ne pourra y avoir que du progrès. Je pense que beaucoup de retraités y seront revenus… et il faudra des aides à domicile ! Voici une piste d'emploi pour les jeunes…

*Propos recueillis par **Bérengère Michelot***



[...Paroles de Migrants]

Je ne peux pas dire adios à ma famille…

*Arrivé en France en 1966, à l'âge de 24 ans, **Arab El Habib** a travaillé comme maçon en France et à l'étranger. En 1989, à la suite d'un accident de travail, il a ouvert un commerce de proximité « une prison où on s'enferme de 7 heures à 22 heures, sept jours sur sept ». Depuis quelques mois, il goûte une retraite calme, alternant ses voyages entre La Courneuve et Tin Tafouket, en limite du désert dans la région de Tiznit. Il m'accueilli chez lui et nous avons partagé un poulet cuit aux oignons blancs.*

Maintenant que les enfants ont grandi, je ne veux plus travailler. J'ai vécu 20 ans là-bas, au Maroc, je pourrai décrocher et repartir. Mais j'ai vécu 40 ans ici, en France. Mes enfants sont nés ici, ce ne sont pas des gens de la rue, ils ont fait leurs études ici, ils sont mariés ici, ils travaillent ici ; ils sont plus Français que Marocains. De temps à autres, ils passent leurs vacances, à Rabat ou à Casa ; ils vont même au village et trouvent bien qu' il y ait de l'eau et de l'électricité dans la maison familiale, . Mais ils ne parlent pas le berbère et avec l'arabe et le français, ils sont un peu dépaysés ; et puis… ils aiment aller à la piscine ou en bord de mer. Alors, vous comprenez, je ne peux pas dire « adios » à cette autre famille.

Je sais que l'homme est de passage sur terre : mon avenir à moi, ce n'est ni la France, ni l'Amérique, ni le Maroc… partout où on va, si on a la santé et un peu d'argent, on est bien. Alors, je suis indépendant, libre. Il me reste encore dix ou quinze ans à vivre ; je peux être utile aux êtres humains, je peux aider ici, là où j'ai travaillé et vécu ; mais comme j'appartiens à une région très pauvre, je peux aussi essayer d'améliorer la vie des gens, là-bas, tant que je peux. … Mon but, n'est plus de travailler, je me fous du « bisness », un bol de riz ça me suffit. Je cherche, à aider les plus démunis et à être utile sur cette terre avant de partir.

Quand j'ai quitté le village, on s'éclairait avec des bougies ou de l'huile. Actuellement, il y a de l'électricité, c'est important pour le développement, ça simplifie la vie des gens et des entreprises. Celui qui veut faire un projet ne peut plus dire : « il n'y a pas de possibilité pour moi ». J'ai participé à la construction de la route. Au départ, les gens du village n'étaient pas d'accord ; ils ne voulaient pas donner un bout de leur terrain. On a créé une association locale et j'ai réussi à les convaincre. Maintenant le bus passe chercher des gens et pour aller à la ville, c'est moins cher. Reste le problème de l'eau ! Les nappes phréatiques commencent à s'épuiser et il y a 437 villages à alimenter. Il manque encore des écoles… Les jeunes ont toujours envie de partir, envie de voir ce qui se passe ailleurs mais ce qui est mieux pour eux c'est de rester sur place. Quand il y a de l'eau, il y a du travail dans l'agriculture… on peut cultiver l'orge, le blé, le maïs.
Par l'intermédiaire de M&D, j'ai décidé de faire un gîte pour développer la région. Le plus dur ça a été de sortir les murs du sable mais j'ai réussi ; l'électricité et la plomberie c'est fait aussi, l'aménagement intérieur c'est simple. Le point noir, c'est l'eau : j'essaye d'en récupérer le maximum par le toit et on a foré jusqu'à 104 mètres mais là, on a buté contre une roche noire et il faut maintenant forer sur le côté. Dès qu'on aura de l'eau, ce sera facile ; avec une pompe, on chargera le château d'eau. Le but de cette auberge c'est de faire travailler des gens du village. Notre région est très touristique. Le jour où tous les gîtes fonctionneront, ce sera quelque chose de bien ; pour faire venir les gens, on pourra contacter les hôtels et les agences et même les marocains de Casa et de Rabat auront envie de venir. Après, il y aura d'autres projets, une maison de l'artisanat par exemple.

*Propos recueillis par **Yves Bourron***

Quand la famille me manquait, j'écoutais leurs voix…

***Rabirah IDHIME**, originaire de Lmdint, est mère au foyer. Mère de trois enfants, elle vit à Marseille, depuis 10 ans.*

J'étais très contente de venir en France car je pensais devenir riche et avoir une vie plus facile qu'au Maroc. Mais finalement, les débuts de ma vie en France ont été très difficiles : je savais seulement dire « bonjour » en français et je me suis retrouvée seule toute la journée puisque mon mari travaillait, sans possibilité d'aller à l'école ou de suivre des cours car les inscriptions étaient clôturées. C'est à ce moment que j'ai souffert de la séparation d'avec ma famille ; heureusement, j'avais Youcef, qui était alors âgé de 2 ans et demi !

Lorsqu'on a grandi dans les montagnes, c'est vraiment dur de vivre en ville, au milieu du béton! La première année, je pleurais tous les soirs ; je croyais être la seule femme à Marseille à ne pas savoir parler français et à ne pas avoir été à l'école ! Je n'osais pas sortir de peur de me perdre ; j'avais l'impression que tout le monde me regardait et je ne pouvais pas non plus laisser mon fils sortir comme je l'aurai fait au village !

Lorsque j'ai été enceinte de Raidouane, il fallait toujours que quelqu'un m'accompagne pour les examens et les visites chez le médecin et mon mari ne pouvait pas toujours se libérer ; du coup, c'est ma belle-sœur qui m'accompagnait. Quand nous regardions un film avec mon mari, il devait me traduire les mots que je ne comprenais pas. Lorsque j'allais voir les institutrices de mes enfants, je leur demandais d'écrire ce qu'elles avaient à dire pour faire lire le papier à mon mari afin qu'il règle le problème. A un moment, j'en ai eu assez de devoir tout le temps compter sur les autres et j'ai décidé d'apprendre à parler, à lire et à écrire le français. Dès que Raidouane est entré à l'école, j'ai commencé des cours d'alphabétisation au centre social de la Castellane. Même si je ne comprenais pas tout ce qui se disait, je me suis imposé de participer aux activités du centre : c'est comme ça que j'ai vraiment appris à parler français. Je ne m'y suis pas fait de « vraies amies » car il y avait trop de mélange de cultures et je me méfiais ; la Castellane, c'est comme au village, tout le monde connaît tout de tout le monde ; les gens parlent beaucoup et je n'avais pas envie de parler de ma vie ou de mes problèmes. Pour rester en contact avec la famille, j'enregistrais des cassettes audio et je les faisais passer par les gens qui partaient au pays et on me répondait. Quand ma famille me manquait, j'écoutais leurs voix et ça me faisait du bien ; maintenant, il y a le téléphone, j'appelle Lmdint une ou deux fois par semaine.

Mon père qui a eu neuf enfants était Mokhadem, ce qui lui permettait de toucher environ 35 euros par mois mais cela ne suffisait pas ! C'est mon oncle, avec ses huit enfants, qui a fait vivre tout le monde ; lorsque mon père n'avait plus d'argent, il prenait un crédit que son frère remboursait quand il venait à Lmdint. On compte beaucoup sur ceux qui travaillent à l'extérieur. Quand j'étais petite, je ne savais pas ce qu'était un avion, certaines femmes ne savaient même pas réciter leur prière et, pour savoir à quoi la vie ressemble, on posait des questions à ceux qui revenaient de déplacements en ville.

Avec l'arrivée du téléphone, de l'électricité et de l'eau dans les maisons, le village a beaucoup changé ; les villageois sont plus ouverts, peut-être grâce à la télévision. En terme de développement, il faut avancer doucement pour laisser le temps à la population de digérer, de s'approprier les progrès réalisés. Sans développement, il n'y a pas d'évolution des mentalités et des conditions de vie ; je pense surtout à l'importance de l'alphabétisation comme cela avait été fait, à l'époque du foyer féminin créé à Lmdint. C'est bien aussi d'apprendre à faire de la broderie soi-même, cela peut apporter un peu d'argent à la maison.

Le manque de professeurs (un pour deux ou trois classes) freine également la scolarisation des enfants. Et puis les jeunes interrompent trop souvent leurs études par manque de moyens ; plus particulièrement, les filles qui ne vont pas au-delà du primaire car leurs parents refusent de les envoyer en internat. Il faudrait que quelqu'un de la famille les accueille en ville. Cependant les choses commencent à changer ; il y a deux ans, une fille de Lmdint et une autre d'Assaragh sont parties à Agadir Melloul. Ce n'est pas facile pour les jeunes de trouver du travail au village ; il n'y a pas beaucoup de ressources, ils ne peuvent même pas se lancer dans l'agriculture ou l'élevage car la surface cultivable est très réduite ; et puis la sécheresse et le manque d'eau n'arrangent rien. Dans l'avenir, il y aura de nouveaux changements au village et une amélioration des conditions de vie. J'imagine la création d'un centre de santé, et d'un planning familial dans le respect des mentalités et des coutumes locales. Je pense que nous aurons une route plus praticable, pourquoi pas une usine ou une fabrique pour donner du travail aux jeunes. Il en faudrait une pour les femmes et une pour les hommes ! Mais les villageois, eux, resteront les mêmes.

L'activité de M&D est importante ! Mais je ne sais pas expliquer en quoi ; je pense que tout ce qui a été fait est positif, surtout les écoles non formelles ; si nous devions attendre que l'État fasse quelque chose, il n'y aurait toujours pas d'école.

Je pense que l'avenir de mes enfants sera bien, parce qu'ils auront suivi des études supérieures, chance que nous n'avons pas eue. A l'âge de la retraite, quand les enfants auront fini leurs études et si nous sommes encore en bonne santé, on retournera au village plutôt qu'à Agadir car la vie y est plus calme et il n'y a pas de stress ! Dans le cas contraire, nous resterons ici, en France, pour bénéficier de la sécurité sociale.

*Propos recueillis par **Bérengère Michelot***

[...Paroles de Migrants]

Je suis un émigré, un invité… ***Mohamed El Kouatli,*** *né en 1956, tient une épicerie dans le Marais, au centre de Paris.*

En 1970, à l'âge de quatorze ans, j'ai quitté Imgoun pour Marrakech où j'ai travaillé dans la médina chez un épicier originaire de mon village ; je gagnais 20 Dirhams (environ 2 euros) par mois, nourri logé. J'ai appris le métier, c'était dur mais bien. En 1976, je suis allé à Beni Mellal dans une pâtisserie puis j'ai travaillé à Casablanca dans le bâtiment et même dans un pressing… Je suis ensuite revenu à Taliouine où j'ai ouvert une boutique. En 1978, je suis parti en France en « touriste ». J'ai été embauché dans une épicerie, pour 500 francs par mois, nourri logé, puis pour 1200 francs ; ensuite, pendant deux mois, j'ai remplacé le patron pour 5000 francs. Par le bouche-à-oreille, on trouve du travail : les épiciers berbères de Paris se rencontrent tous à Rungis et à la centrale d'achats Métro et l'information circule. Petit à petit, les gens font confiance. Au début, c'est difficile, mais on s'accroche !

Les jours de congé, je faisais ma lessive puis j'allais voir la famille et des copains. Comme je faisais les livraisons, j'avais des pourboires ; je les utilisais pour m'acheter des habits et des tickets de métro. Je mettais le reste de ma paye de côté, une partie pour mon père, une autre avec l'idée de retourner au Maroc pour ouvrir un commerce. Mais cela ne s'est pas passé comme cela. J'ai acheté ma première boutique en 1980 à Montreuil, avec mon frère et, en mars 1985, la boutique actuelle dans le Marais à Paris. Avant, on partait pour travailler dans le commerce puis le commerçant vous confiait le magasin ; vous faisiez venir votre frère ou votre cousin et vous en achetiez un à votre tour et vous l'exploitiez ensemble. Un jeune d'aujourd'hui, s'il ne part pas à quinze ans, il n'a plus le courage de s'en aller car il a son repas assuré dans la famille. Et puis les jeunes vont à l'école et ils ont moins confiance.

Imgoun est devenue une ville : il y a l'électricité, un dispensaire, la route goudronnée ; il ne manque que la police ! Le seul problème, c'est l'unité des villageois qui fait défaut. Et puis la sécheresse qui rend la vie de plus en plus difficile. Avant, on avait sept sources dans le village qui donnaient de l'eau gratuitement, en fonction des besoins de la maison et de l'irrigation des champs. A présent, il faut la payer, on n'a pas le choix. Selon leurs moyens, les migrants jouent un rôle important au village. Ils montrent qu'ils ont la force de faire des choses mais ils ne doivent pas s'en vanter ! Ils les font pour Dieu, pour tout le monde ! Et chacun fait avec ce qu'il peut.

Je suis un émigré, un invité, et je peux aller où je veux mais je reviens à Imgoun parce que c'est mon village ! J'irai passer ma retraite un peu ici, un peu là-bas. Mais mes enfants resteront ici, en France, ou bien ils partiront dans un autre pays, au Canada, ou ailleurs. Même s'ils parlent berbère à la maison, ils n'ont pas la mentalité du Maroc. D'ailleurs, qu'est ce qui pourrait les retenir à Imgoun ?

Propos recueillis par ***Jacques Ould Aoudia***

[Bientôt 20 auberges…]

Un projet de tourisme rural, financé par l'Agence de Développement Social, l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne, consistant à créer 21 auberges dans la région de Souss Massa Draa, a été entrepris. Ce fut une riche idée d'avoir pensé à doter cette région de structures d'accueil, en encourageant des migrants à investir dans la réalisation d'une auberge dans leur douar respectif. Celles-ci sont une vingtaine, réparties sur tout le territoire, allant de Tinghir à l'Est à Tiznit à l'Ouest. La majorité d'entre elles est en cours de finition et les auberges seront opérationnelles courant 2008. Cinq d'entre elles le sont déjà et attendent, avec une certaine impatience et une dose d'inquiétude, des clients en nombre conséquent.

Trois pays touristiques sont maintenant créés, disposant chacun d'une identité spécifique : le pays du safran (autour de Taroudannt), le pays de la rose (autour de Ouarzazatte) et le pays de l'argan (autour de Tiznit). Le portail de tourisme dédié au tourisme solidaire est actuellement en ligne au lien suivant : http://www.tourisme-atlas.com/ et vous pouvez disposer d'informations en ligne.

Les migrants sont parfaitement conscients de l'importance de ces auberges pour le développement de leurs douars et de leur région, d'autant que le tourisme rural et solidaire est dans l'air du temps et que les tours-opérateurs s'intéressent de plus en plus à des structures d'accueil dans le monde rural marocain. La plupart d'entre eux n'a jamais travaillé dans l'hôtellerie et ce métier ne s'apprend pas en quelques heures de stage. Aussi M&D, qui a déployé beaucoup d'efforts pour apporter aide et soutien à ces migrants dans la réalisation de leurs auberges, continue encore à les accompagner dans le démarrage de leur métier d'aubergiste.

M&D voudrait favoriser les retombées économiques de ces auberges et plusieurs partenariats sont actuellement en cours… Une mission d'expert de la Fédération Française de Randonnée s'est rendue dans le pays du Safran avec, pour objet principal, de créer le premier chemin de Grand Randonnée de Pays (GRP) au Maroc et en Afrique.

Khalil Ghiati

[Une réalisation exemplaire d'assainissement dans le respect de l'environnement]

Tagmout est un petit village de montagne de l'anti-Atlas, à 1h1/2 de Taliouine en voiture. Au milieu des collines très arides, où seulement quelques épineux arrivent à pousser, le site est enchanteur. A un tournant de la piste, on aperçoit le douar de 600 habitants, blotti à flanc de coteau en rive droite de l'assif (rivière), très large en cet endroit ; il est bien regroupé avec ses toits en terrasse, ses ruelles étroites et ses champs cultivés de légumes et de safran, en petites parcelles horizontales, toujours vertes.

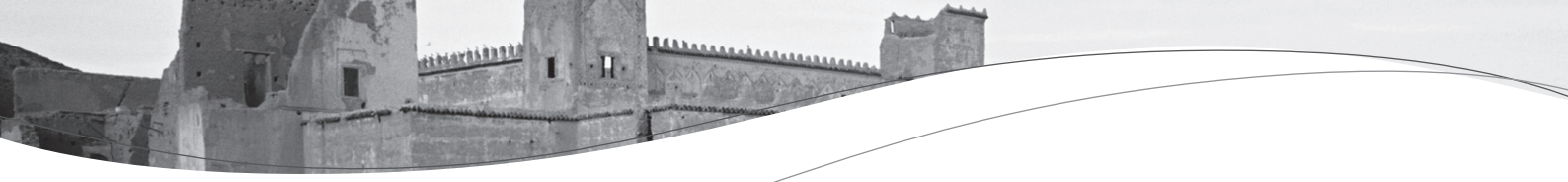
Les gens de Tagmout ont la chance d'être alimentés en eau par une source, située en-dessus du village. En 2004, la construction d'un réservoir et d'un réseau, alimentant individuellement chaque famille, est décidée et réalisée par l'Association Villageoise « Tagmout pour le Développement et l'Entraide ». Le confort de l'eau courante entre dans les maisons. Parallèlement des poteaux électriques ont été plantés, l'électricité dans chaque maison est pour bientôt.

En 2006, sur proposition de M&D, aidée par la Fondation Ensemble (Pierres et Vacances), les villageois décident de construire un réseau d'assainissement et un traitement environnemental, où non seulement les sites seront préservés mais par lequel l'eau traitée sera réutilisée pour irriguer des cultures de bois de chauffe. Le bois est rare : le travail des femmes, parcourant des kilomètres avec d'énormes fagots sur le dos, sera grandement allégé.

En ce début d'année 2008, la totalité du réseau d'assainissement est construite ; ça n'a pas été sans difficultés, car poser une canalisation, de pente continue, dans une ruelle, implique presque toujours de refaire cette dernière entièrement. La continuité de l'écoulement, même à faible débit, doit être assurée ; il a fallu installer 184 regards. Avec l'aide de Patrick BON, formateur, animateur et ingénieur spécialiste de ces questions, une nouvelle forme de regard a été mise au point et réalisée par les habitants ; des villageois d'alentour sont déjà venus visiter ce réseau et prévoient faire la même chose chez eux .

En ce début d'année 2008, les terrassements de la grande cuve de décantation-digestion (partie primaire du traitement) sont terminés. Ces terrassements sont très importants car les meilleurs terrains plats en bordure de l'assif sont cultivés et représentent la seule ressource de la plupart des villageois. Les terrassements ayant été faits à la main, toutes les pierres ont été récupérées et serviront à la construction des murs d'enceinte. Les eaux prétraitées seront pompées pour un traitement secondaire (filtration sur sable) situé en-dessus du village et irrigueront une futaie de bois de chauffe, à proximité. Les villageois de Tagmout, qui ont le redoutable honneur d'être parmi les premiers à se lancer dans une telle réalisation, méritent tous nos vœux de courage et de fraternité.

Jean Baetz



[Histoire d'eau à Ngomedzap (Cameroun)]

En 2004, j'ai fait la connaissance de Joséphine ZIBI, fondatrice de Passerelle-NGAM - une OSIM[1]. Une Passerelle entre la forêt équatoriale luxuriante et souvent misérable et l'Europe opulente et souvent égoïste… Et Joséphine me parle des premières réalisations d'adductions d'eau potable dans plusieurs petits villages au Cameroun, pour réduire la fameuse corvée d'eau et repousser les maladies liées. Elle cherche du renfort, des financements… Sa tête est pleine de projets ayant pour objectif le développement de sa région natale. Cette démarche ne peut pas me laisser neutre !

Ma vie professionnelle d'études techniques et de chantiers pour la réalisation de bâtiments, pour l'hydraulique villageoise et l'énergie, a été principalement orientée vers l'Afrique. En 1987, j'ai fait la connaissance d'un autre fondateur fonceur, Jamal, et fait l'expérience de la méthode participative du développement local, en partant de l'écoute des besoins réels. Au sein de M&D, nous avons eu des débats sur la façon dont cette expérience passionnante pouvait produire des fruits ailleurs. Les associations villageoises et les migrants de l'Anti-Atlas marocain nous répétaient : « regardez, il reste tant à faire dans nos villages ». D'autres voulaient susciter une dynamique de codéveloppement à partir d'autres territoires, au Maroc ou en Afrique sub-saharienne et disaient : « nous ne pouvons pas laisser notre lampe sous notre lit, car non seulement elle n'éclairera plus, mais on risque de mettre le feu à notre matelas et à toute la maison ! ». Et nous retombions toujours sur la pierre d'achoppement : où sont les gens capables de porter cette dynamique, en faisant la navette entre ici et là-bas. Comment les trouver, les susciter, les conforter et les renforcer dans leur démarche… ?

Donc, aventure pour aventure, je me laisse tenter par la proposition de Joséphine. Août 2005 : me voilà parti pour un mois au Cameroun, avec deux OSIM dont Passerelle NGAM. Ngomedzap centre. Grosse commune rurale, siège d'une sous préfecture. Trois lycées, un collège, un hôpital, une grande mission catholique. Une mairie endormie, théoriquement sans moyens… 7000 habitants quand les élèves sont là. Deux ou trois pompes manuelles, 5 sources, presque toutes au ras des bas fonds. ZERO robinet, zéro chasse d'eau (mot inconnu à Ngomedzap). Longues corvées d'eau, santé précaire. Et les petits villages alentour sont encore plus mal lotis. L'été 2005, Joséphine, Aquassistance et moi, nous nous laissons interpeller par les habitants : « Vous ne faites rien pour nous … » Nous répondons : « Qu'êtes vous prêts à faire vous même pour vous même ? » Des comités de quartier se créent doucement…

Les réflexes de l'ingénieur prennent alors le dessus : relevés GPS pour se faire une idée de la cartographie des lieux, topographie, essais de pompage des forages existants, choix d'une solution technique classique : équiper un forage existant d'une pompe électrique, alimentant un château d'eau raccordé à un réseau de tuyauteries desservant 20 bornes fontaines et quelques dizaines branchements privés. La coopération NGAM/ Aquassistance fonctionne sans heurts. J'élabore un budget et je participe à la rédaction d'un dossier de projet. Cette étape de l'élaboration du projet franchie, il ne reste plus que 95% des problèmes à résoudre !

La décentralisation est récente et la mairie est embryonnaire. Bien que responsable de l'approvisionnement en eau de toute la population, lors du dernier mandat, elle s'est contentée de mettre en place une pompe manuelle qui marche mal. Des heurts ont lieu avec la population qui exprime vigoureusement son appui au projet de NGAM. Il faut impérativement associer la mairie au projet ; les financements du côté camerounais en dépendent. Les élections de 2007 renouvellent l'équipe municipale et le nouveau maire s'approprie le projet. Les problèmes de convention, de terrain, de route d'accès se déblaient. Les habitants veulent de l'eau mais vont-ils accepter de la payer ? Si oui, en ont ils les moyens ? Des réunions menées depuis 2 ans avec les comités de quartiers sensibilisent les futurs bénéficiaires à ces questions. Le projet est 3 fois plus important que la totalité de ce que Passerelle-NGAM a réalisé depuis 5 ans. Comment trouver les montants nécessaires ? L'OSIM a trouvé 40% du financement ; des promesses ont été faites du côté camerounais.

Jusqu'à présent notre pratique pour réaliser les travaux est celle des ONG : études et pilotage du chantier réalisés bénévolement, achats faits directement par NGAM ou Aquassistance, main d'œuvre recrutée dans chaque village concerné. Pour ce chantier, il faudra lancer des appels d'offre et marier les règles des financements français et camerounais… Le cadre juridique et institutionnel, le mode d'exploitation, de maintenance, de gestion, sont clairs sur le papier, mais il faut les confronter à la réalité ! Tout ceci est nouveau à Ngomedzap…

Nous nous posons plusieurs questions :

1. Pourquoi une telle énergie pour UN projet, alors que cette situation de corvée d'eau et de maladies hydriques est générale et qu'il serait plus efficace d'utiliser cette énergie pour soutenir les collectivités locales pour qu'elles assurent correctement ce qui est de leur responsabilité ?

2. Comment faire de ce projet un exemple diffusable dans le contexte du Cameroun ? Comment libérer les énergies positives, dont nous avons eu la joie de vérifier l'existence, du carcan des obstacles au développement ? Quels affrontements nous attendent pour faire bouger les lignes de la situation existante ?

3. Comment convaincre les autorités, comment répondre aux demandes des communes rurales voisines, comment communiquer sur le projet, comment comparer avec d'autres expériences : contraintes dues à la décentralisation, réussites, échecs… ?

Au fil des expériences et des confrontations, notre stratégie se dessine. Elle est de réaliser plusieurs projets à l'écoute des villageois, de les réussir, de mettre en place leur exploitation dans la durée et d'en tirer des conclusions, en acceptant les leçons du terrain. Ceci nous donnera des arguments pour convaincre les différents acteurs concernés à partir des exemples vécus et la possibilité de changer l'échelle de nos actions… peut être.

Hugues Le Bars, *ancien président de M&D*

[1]OSIM : Organisation de Solidarité Internationale Issue des Migrations. FORIM : Forum des Organisation de Solidarité Internationale Issues des Migrations, créé en 2002.

[Brèves]

La maison de développement de Taliouine est ouverte et fonctionnelle depuis juillet 2007. Elle comprend le bureau d'orientation touristique du pays du safran ainsi qu'un bureau pour le traitement des dossiers de migrants retraités et de leur famille. Les locaux de M&D y ont également été transférés.

Pour la deuxième année, M&D a organisé une formation de 10 jours en direction des personnels d'ADOMA (ex SONACOTRA) sur le thème de la connaissance du Maroc et de la Migration. L'objet de cette action était de permettre aux salariés de mieux appréhender la culture des résidants, issus de la migration. La fondation ADOMA, nouveau partenaire de M&D, a accepté le projet de rénovation de l'école non formelle de Talgmoute (CR Agadir Melloul).

Le livre « Vieillir dans la dignité : les immigrés Maghrébins vieillissants du centre ville de Marseille » est paru aux éditions Publisud (Décembre 2007). Cet ouvrage comprend l'étude réalisée par M&D pour le compte d'ADOMA, en vue de la création d'une maison de retraite EPAHD dans le centre ville de Marseille.

M&D a conduit une étude pour le compte de la Plateforme du commerce équitable et de l'Agence française de développement sur l'implication des migrants dans le commerce équitable.
http://www.migdev.org/Documents/Rapport%20Final-derniere%20version.pdf
http://www.commercequitable.org/138/

Le programme d'eau potable et d'assainissement écologique (EPAE 1) avec le fond Véolia et le Grand Lyon est en cours de finalisation avec l'aide de la fondation Ensemble. La phase 2 de ce programme comprend 6 autres villages et un projet d'assainissement. L'agence de l'eau Rhône-Alpes rejoint nos autres partenaires sur ce projet.

TFD (Tourism for Development) a renouvelé sa confiance à M&D et a permis l'acquisition de matériels pour analyser la potabilité de l'eau et le financement d'une salle multimédia pour l'association DAR Taliba (Province de Haouez).

[Et encore…]

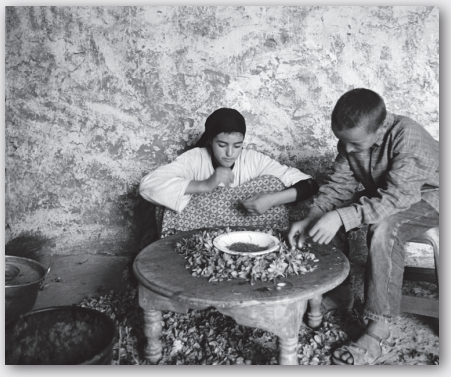
- La ville de Lyon a financé M&D dans la réalisation de la nouvelle plaquette de l'association.
- L'atelier de safran, de la coopérative agricole de safran de Tassousfi, a été aménagé avec le concours du lycée agricole de la Roche sur Yon.
- Le 1er décembre 2007, avec le soutien de la ville de Saint Denis et de l'association Asays, M&D a organisé un séminaire Codéveloppement et jeunesse, à la Bourse de travail de Saint Denis.
- En qualité d'opérateur, M&D a appuyé une dizaine d'associations partenaires dans le cadre du dispositif du Praosim pour le montage de leur projet et la recherche de financement.
- Le projet Hammam, financé par le CDER (Centre de Développement des Énergies Renouvelables) a été clôturé, le 30 octobre 2007. Il a permis la rénovation de 4 hammams rurbains avec des chaudières améliorées, économes en bois, et la construction de 3 hammams ruraux.
- M&D a signé une convention avec l'ADEME pour la réalisation d'un projet autour de la gestion des déchets ménagers et l'inscription du projet tourisme rural dans une perspective de développement durable.

***Nadia Bentaleb**, Directrice de M&D*

[BULLETIN DE SOUTIEN]

Soutenir les actions de Migrations & Développement, c'est subvenir aux besoins locaux, participer aux projets et aller dans le sens d'une démarche participative, où la population berbère est au centre du développement.

Je fais un don de .....€
Chèque à l'ordre de : Migrations & Développement
Nom :.....
Prénom :.....
Adresse :.....
Code postal : ..... *Ville :* .....
E-mail :.....@.....



[BULLETIN D'ADHESION 2008]

❑ A titre personnel ❑ Structure
Nom de la Structure : .....
Nom :.....
Prénom :.....
Adresse :.....
Code postal : ..... *Ville :* .....
E-mail :.....@.....
Montant de l'adhésion :
❑ Chômeurs, RMistes, Etudiants (15 €)
❑ Bienfaiteurs et Structures (77 €)
❑ Actifs (30 €) ❑ Autres .....

[Migrations & Développement]
42 Bd D'Annam - Bât 4 RDC
13016 MARSEILLE - France
Tél. (+33) 04 95 06 80 20
Fax. (+33) 04 91 46 47 36
md.france@migdev.org

4 Quartier Administratif M'Haïta
83000 TAROUDANNT - Maroc
Tél. (+212) 028 45 49 47
Fax. (+212) 028 85 47 37
md.maroc@migdev.org
www.migdev.org
N°SIRET : 391 995 032 00045
Code APE : 9499Z
n° Agrément du tourisme : AG 075 96 0018

[La Lettre]
Tirage à 1000 exemplaires
Imprimée par l'association XXXXXXXXXXXX
ISSN en cours
Rédacteur en chef :
Yves BOURRON
Directrice de publication :
Nadia BENTALEB
Maquette et mise en page :
Charlotte HYVERS
Crédit photos :
Stéphane LAGOUTTE